










CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

AOO – 20250039001000

**LOCATION DE BÂTIMENTS MODULAIRES À USAGE DE BLOCS
OPÉRATOIRES, Y COMPRIS ÉTUDES, LIVRAISON, TRAVAUX
AFFÉRENTS À LEUR INSTALLATION, MONTAGE, DÉMONTAGE
ET ENLÈVEMENT, POUR LES BESOINS DU CENTRE
HOSPITALIER DE VALENCIENNES**

L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	Objet	AOO – 20250039001000 – Location de bâtiments modulaires à usage de blocs opératoires, y compris études, livraison, travaux afférents à leur installation, montage, démontage et enlèvement, pour les besoins du Centre hospitalier de Valenciennes
	Type de contrat	Marché public
	Tranches optionnelles	Avec
	Clauses sociales	Sans
	Clauses environnementales	Avec
	Durée globale prévisionnelle	100 mois
	Prix	Prix forfaitaire
	Variation des prix	Avec
	Avance	Avec

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	5
1.1 - Objet du contrat	5
1.2 - Décomposition du contrat	5
2 - Pièces contractuelles	6
3 - Respect des principes d'égalité, de laïcité et de neutralité	7
3.1 - Rappel des obligations du titulaire	7
3.2 - Modalités de contrôle et de sanction	7
3 - Confidentialité	7
4 - Protection des données à caractère personnel	8
5 - Durée du contrat	8
6 - Prix	9
6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	9
6.1.1 - Unité monétaire	9
6.1.2 - Forme des prix	9
6.1.3 - Contenu des prix	9
6.2 - Modalités de variation des prix	10
6.3 - Dispositions spécifiques aux tranches	11
7 - Garanties financières	11
8 - Avance	11
8.1 - Conditions de versement et de remboursement	11
8.2 - Garanties financières de l'avance	12
9 - Modalités de règlement des comptes	12
9.1 - Facturation	12
9.1.1 - Etudes et notices techniques	12
9.1.2 - Fourniture, installation et raccordement des bâtiments modulaires	12
9.1.3 - Démontage des bâtiments modulaires	12
9.1.4 - Location des bâtiments modulaires	12
9.2 - Présentation des demandes de paiement	13
9.3 - Délai global de paiement	13
9.4 - Paiement des cotraitants hors paiement des loyers	14
9.5 - Paiement des sous-traitants hors paiement des loyers	14
10 - Conditions d'exécution des prestations	14
10.1 - Conditions de livraison	14
10.1.1 - Stockage, emballage et transport	14
10.1.2 - Lieu et date de livraison	15
10.1.3 - Déchargement	15
10.1.4 - Installation et raccordement des bâtiments modulaires	15
10.2 - Sécurité / hygiène du chantier et mesures d'ordre	15
10.3 - Gestion des déchets	16
10.4 - Signalisation des chantiers à l'égard de la circulation publique	16
10.5 - Repliement des installations de chantier, remise en état des lieux	16
10.6 - Réparations des dommages	16
10.7 - Accès à l'établissement – Identification	16
10.8 - Protection de la main-d'œuvre et des conditions de travail	17
10.9 - Vêtements de travail	17
10.10 - Comportement du personnel	17
10.11 - Régularité de la situation des personnels employés	17
10.12 - Protection de l'environnement	17
10.13 - Dommages divers causés par la conduite des prestations ou les modalités de leur exécution	17
11 - Constatation de l'exécution des prestations	18
11.1 - Vérification	18
11.2 - Réception	18
11.3 - Ajournement	19
11.4 - Réfaction	19
11.5 - Rejet	19
12 - Garantie	19

13 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle.....	19
14 - Pénalités	20
15 - Assurances	22
16 - Clause de réexamen	22
16.1 - Adhésion d'un nouvel établissement	22
16.2 - Imprévision ou circonstances imprévues	22
16.3 - Evolutions technologiques et réglementaires	23
16.4 - Modifications techniques	24
17 - Résiliation du contrat	25
17.1 - Conditions de résiliation	25
17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	26
18 - Règlement des litiges et langues	26
19 - Dérogations	26

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concerne la location de bâtiments modulaires, y compris études, livraison, travaux afférents à leur installation, démontage et enlèvement, pour les besoins du Centre hospitalier de Valenciennes.

Lieu d'exécution :

CENTRE HOSPITALIER DE VALENCIENNES	Avenue Désandrouin 59322 VALENCIENNES Cedex
------------------------------------	--

Le contexte général de l'opération ainsi que la description des tâches à réaliser et leurs spécifications techniques sont définis dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

Le pouvoir adjudicateur a décidé de ne pas lancer la consultation en lots séparés pour des raisons tant techniques qu'opérationnelles. En effet, le présent marché comprend à la fois la fourniture de bâtiments modulaires et des travaux nécessaires à leur mise en œuvre. Une gestion différenciée de plusieurs titulaires poserait des problèmes de synthèse, de gestion de réservations et raccordements et de limite de prestations et de responsabilité.

1.3 - Type de contrat

Au sens de l'article L. 1111-3 du code de la commande publique, il s'agit d'un marché de fournitures ayant pour objet la location de bâtiments modulaires et comprenant, à titre accessoire, des travaux de pose et d'installation.

1.4 - Tranches

Le présent marché comporte plusieurs tranches, en application des articles R. 2113-4 à R. 2113-6 du code de la commande publique :

Tranches	Désignation
Tranche ferme (TF)	- Etudes, livraison, travaux afférents à l'installation des bâtiments modulaires, montage, démontage et enlèvement. - Location des bâtiments modulaires pour une durée de 72 mois. - Garantie pour une durée de 72 mois.
Tranche optionnelle n°1 (TO1)	- Location des bâtiments modulaires pour une durée supplémentaire de 12 mois. - Garantie pour une durée supplémentaire de 12 mois.
Tranche optionnelle n°2 (TO2)	- Location des bâtiments modulaires pour une durée supplémentaire de 12 mois. - Garantie pour une durée supplémentaire de 12 mois.

Ces délais partent, pour la tranche ferme et pour les tranches optionnelles, à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer l'exécution des prestations de la tranche considérée.

Le délai limite de notification de l'ordre de service prescrivant de commencer les prestations d'une tranche optionnelle court à compter du début d'exécution de la tranche ferme.

Il est indiqué ci-dessous :

Tranches	Délai limite de notification
Tranche optionnelle n°1 (TO1)	3 mois
Tranche optionnelle n°2 (TO2)	3 mois

1.5 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur peut confier au titulaire, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouveau marché peut être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent marché.

1.6 - Respect des droits humains et attention à la qualité de vie au travail

Le pouvoir adjudicateur rappelle que le titulaire veille au respect des droits humains et aux obligations qui en découlent et favorise la qualité de vie au travail. Par conséquent, le titulaire respecte le code du travail du pays où il se trouve et les règles internationales fixées par le Bureau international du travail (BIT) relatives à son secteur d'activité.

De plus, le titulaire met en œuvre les actions correctrices, les améliorations ou les actions préventives visant à remédier aux atteintes et aux risques d'atteinte aux droits humains au travail identifiés durant l'exécution du marché. Ces actions visent les activités de l'entreprise ainsi que sa chaîne de fournisseurs et de sous-traitants.

2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) daté / signé, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles opérées par la mise au point du marché ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes :
 - Annexe n°1 : Contraintes – Câblages informatiques ;
 - Annexe n°2 : Plans ;
 - Annexe n°3 : Fiches par local ;
 - Annexe n°4 : Étude géotechnique ;
 - Annexe n°5 : Prospection par méthode microgravimétrique ;
 - Annexe n°6 : Rapport d'exécution – Détection des réseaux.
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- L'offre technique et financière du titulaire (décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) incluse) ;
- Les actes spéciaux (avenants, etc...) postérieurs à la notification du marché.

Les conditions générales de vente (CGV) du titulaire ou plus largement toutes réserves aux exigences définies dans le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ne sont pas applicables et sont d'office exclues du marché sans qu'il ne soit nécessaire pour le pouvoir adjudicateur de prendre une décision spécifique en ce sens.

Le titulaire reconnaît avoir pris parfaitement connaissance de la totalité des documents mentionnés ci-avant et ne rien ignorer de l'ensemble des tâches qu'il doit réaliser dans le cadre du présent marché pour mener l'opération à terme et dans les conditions requises par le pouvoir adjudicateur.

Mise au point :

Conformément à l'article R. 2152-13 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur et l'attributaire pressenti peuvent procéder à une mise au point du présent marché avant sa signature.

Cependant, cette mise au point ne peut intervenir que si les modifications en découlant ne remettent nullement en cause les caractéristiques substantielles, notamment financières, du présent marché ainsi que les conditions initiales de la mise en concurrence.

3 - Respect des principes d'égalité, de laïcité et de neutralité

3.1 - Rappel des obligations du titulaire

Le présent marché confie au titulaire l'exécution de tout ou partie d'un service public. Par conséquent, conformément à la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le titulaire est tenu d'assurer l'égalité des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public.

À ce titre, lorsqu'il participe lui-même à l'exécution du service public, le titulaire veille notamment à ce que ses salariés ou les personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction s'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses, traitent de manière égale toutes les personnes et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

Le titulaire communique au pouvoir adjudicateur les mesures qu'il met en œuvre afin d'informer les personnes susvisées de leurs obligations et de remédier aux éventuels manquements.

Lorsque le titulaire entend sous-traiter une partie de l'exécution du service public, ils s'assurent que les contrats de sous-traitance comportent des clauses rappelant les obligations précitées. Les titulaires communiquent au pouvoir adjudicateur chaque contrat de sous-traitance ayant pour effet de faire participer le sous-traitant à l'exécution du service public, en même temps que sa demande d'acceptation, sous peine de refus dudit sous-traitant.

3.2 - Modalités de contrôle et de sanction

Le titulaire informe les usagers des modalités leur permettant de signaler tout manquement aux principes d'égalité, de laïcité et de neutralité qu'il constate. Cette information mentionne également les coordonnées du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire informe sans délai le pouvoir adjudicateur des manquements dont il a connaissance, ainsi que des mesures qu'il a prises ou entend mettre en œuvre afin d'y remédier. Le pouvoir adjudicateur peut exiger que les personnes responsables des manquements constatés soient mises à l'écart de tout contact avec les usagers.

Lorsque le titulaire méconnaît les obligations susvisées, le pouvoir adjudicateur les met en demeure d'y remédier dans le délai qu'il lui prescrit. Si la mise en demeure reste infructueuse, le pouvoir adjudicateur se réserve la faculté de résilier le présent marché pour faute du titulaire, le cas échéant à ses frais et risques.

3 - Confidentialité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Le cas échéant, le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité.

4 - Protection des données à caractère personnel

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD).

Pour l'application de ces dispositions, il est rappelé que, dans le cadre de leurs relations contractuelles, le pouvoir adjudicateur a la qualité de "responsable du traitement", et le titulaire celle de "sous-traitant" du responsable du traitement.

Le titulaire peut donc, en cas de manquement à ses obligations en matière de protection des données, voir sa responsabilité engagée dans les conditions et limites propres à cette qualité.

5 - Durée du contrat

Le présent marché prendra effet à compter de la date de démarrage indiquée dans un ordre de service émanant du pouvoir adjudicateur. Celui-ci perdurera jusqu'à l'enlèvement des bâtiments modulaires.

Calendrier prévisionnel :

- Lancement de la consultation : 11/04/2025 ;
- Visite sur site obligatoire : 29/04/2025 à 12:00 ;
- Date limite de réception des offres : 12/05/2025 à 12:00 ;
- Phase d'analyse et d'attribution : Entre le 13/05/2025 et le 30/05/2025 ;
- Dépôt du permis de construire : 23/06/2025 ;
- Mise en service (inclus qualifications et avis de la commission de sécurité) : 19/12/2025 ;
- Date prévisionnelle d'achèvement de production documentaire en vue de l'obtention du permis de construire : 3 semaines après la notification du marché ;
- Date prévisionnelle d'envoi de l'ordre de service pour le lancement des prestations de fourniture, d'installation et de raccordement des bâtiments modulaires : 1 semaine après le dépôt du permis de construire ;
- Durée initiale de location des bâtiments modulaires : 72 mois à compter de la décision d'admission des prestations de fourniture, d'installation et de raccordement des bâtiments modulaires ;
- Durée de la tranche optionnelle n°1 – Prolongation de la durée initiale de location des bâtiments modulaires : 12 mois supplémentaires (= 84 mois) ;
- Durée de la tranche optionnelle n°2 – Prolongation de la durée initiale de location des bâtiments modulaires : 12 mois supplémentaires (= 92 mois) ;
- Durée prévisionnelle des prestations de retrait des bâtiments modulaires : 4 semaines à compter de la demande du pouvoir adjudicateur.

Cette dernière sera notifiée au titulaire au plus tard 3 mois avant.

La durée globale prévisionnelle du présent marché est donc de 100 mois.

Une compétence architecturale (pour le dépôt du permis de construire) doit être justifiée au moins par un architecte DPLG ou équivalent reconnu en application de la Directive Européenne 85.384 CE du 10 juin 1985.

Il est rappelé que l'objectif est une mise en service des bâtiments modulaires pour le 19/12/2025.

Il est clairement spécifié que le délai d'exécution englobe les périodes de congés payés pendant lesquelles le titulaire est tenu de respecter ses obligations contractuelles.

L'ensemble des tâches à réaliser se déroule conformément au planning prévisionnel remis par le titulaire à l'appui de son offre. Ledit planning prévisionnel deviendra définitif lors de la réunion de lancement entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur, qui aura lieu postérieurement à la notification du présent marché.

Si le titulaire n'est pas en mesure de respecter les dates fixées, il se verra appliquer des pénalités de retard, définies à l'article 14 du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP).

Une prolongation des délais d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

Tout délai imparti dans le marché au pouvoir adjudicateur ou au titulaire commence à courir le lendemain du jour où s'est produit le fait qui sert de point de départ à ce délai.

Lorsque le délai est fixé en jours, il s'entend en jours calendaires et expire à la fin du dernier jour de la durée prévue.

Lorsque le délai est fixé en mois, il est compté de quantième à quantième. S'il n'existe pas de quantième correspondant dans le mois où se termine le délai, celui-ci expire à la fin du dernier jour de ce mois.

Lorsque le dernier jour d'un délai est un samedi, un dimanche ou un jour férié ou chômé, le délai est prolongé jusqu'à la fin du premier jour ouvrable qui suit.

6 - Prix

6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

6.1.1 - Unité monétaire

L'euro est la monnaie de compte du marché.

6.1.2 - Forme des prix

Les prix figurant dans l'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières sont les seuls prix contractuels à prendre en compte.

Les prix du marché sont :

- Forfaitaires ;
- Hors taxes ;
- Toutes taxes comprises ;
- Réputés établis aux conditions économiques du mois de la date limite de dépôt des offres, soit mai 2025.

6.1.3 - Contenu des prix

Le prix rémunérant les prestations du présent marché est un prix global et forfaitaire.

Celui-ci comprend toutes les charges fiscales et parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations faisant l'objet du présent marché ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, au transport, à l'installation, au montage, aux ajustements, à la mise en service, au démontage et à l'enlèvement des bâtiments modulaires ainsi qu'à la remise en état des lieux.

Plus précisément, les prix établis doivent tenir compte des indications et dépenses suivantes :

- L'établissement des demandes d'autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération, y compris toutes les notices et annexes ;
- Les affichages réglementaires et leur maintien sur le(s) site(s) et notamment ceux des autorisations administratives ;
- Les travaux d'installation doivent être livrés, exécutés complètement et conformément, en tous points, aux stipulations du marché et aux règles de l'art. Ils doivent satisfaire aux règlements et prescriptions administratifs en vigueur au mois d'établissement de l'offre ;

- Les dépenses afférentes à la coordination des prestations réalisées par les différents intervenants de l'entreprise ou du groupement ;
- Les installations d'éclairage, de signalisation et de balisage ;
- Les autorisations éventuelles pour acheminement ;
- Les installations communes d'hygiène : sanitaires, douches, vestiaires, lieux de restauration ;
- Les frais nécessaires aux essais et épreuves ;
- Le nettoyage régulier du chantier et de ses abords ;
- Le nettoyage complet des locaux demandé le cas échéant par le pouvoir adjudicateur ;
- La protection des installations et des bâtiments existants ;
- Les dépenses liées aux mesures particulières concernant le tri et l'évacuation des déchets (quels qu'ils soient – y compris amiante) conformément à la législation en vigueur et au guide de recommandation des déchets de chantier (Préfecture) ;
- Les dispositions et précautions à prendre par l'entreprise pour atténuer la gêne occasionnée aux personnes pendant la durée des travaux ;
- Le financement, correspondant à la location et à la garantie ;
- Le démontage.

Le titulaire est réputé avoir évalué et valorisé intégralement l'ensemble des tâches à réaliser et les moyens mis en œuvre pour l'exécution du présent marché public. Il ne saurait revendiquer de coûts supplémentaires ou invoquer une évaluation insuffisante. Le titulaire prend à sa charge toutes les conséquences de son intervention dès son commencement d'exécution.

Le titulaire certifie que les prix proposés n'excèdent pas ceux pratiqués à l'ensemble de sa clientèle.

Aucun supplément au prix convenu ne peut être demandé par le titulaire, ni lui être payé.

6.2 - Modalités de variation des prix

Concernant les prestations de fourniture, d'installation et de raccordement des bâtiments modulaires :

Les prix sont fermes et actualisables.

La date d'établissement des prix est la date à laquelle le titulaire a fixé son prix dans son offre. Cette date permet de définir le « mois zéro ».

Conformément aux dispositions des articles R. 2112-9 à R. 2112-12 du code de la commande publique, les prix sont actualisés si un délai supérieur à 3 mois s'écoule entre la date à laquelle le titulaire a fixé son prix et la date de début d'exécution des prestations. L'actualisation se fait aux conditions économiques correspondant à une date antérieure de 3 mois à la date de début d'exécution des prestations.

Les prix sont actualisables par application aux prix du marché public d'un coefficient Cn donné par la formule :

Formule
$C_n = 0.0\% + 100.0\% (BT01 (d-3) / BT01 (o))$

Selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient d'actualisation.
- d : mois de début d'exécution des prestations.
- Index (d-nombre de mois de décalage) : valeur de l'index de référence au mois d diminué du nombre de mois de décalage (sous réserve que le mois d du début d'exécution des prestations soit postérieur au mois zéro augmenté du nombre de mois de décalage).
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

L'index de référence, publié au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est le suivant :

Code	Libellé
BT01	Index du bâtiment - BT01 - Tous corps d'état - Base 2010 - Identifiant 001710986 Lien : https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001710986

Concernant la location des bâtiments modulaires :

Les montants des loyers sont intangibles, ils ne peuvent être corrigés ou rectifiés en cas d'erreur de calcul.

Les prix sont fermes pour toute la durée du marché public.

6.3 - Dispositions spécifiques aux tranches

Les prix sont établis sans rabais ni indemnité de dédit.

7 - Garanties financières

Sur la période de location, il est appliqué une retenue de garantie de 5 % du montant des prestations d'installation et de pose. Cette retenue de garantie sera restituée, si le titulaire a rempli toutes ses obligations, dans le mois suivant l'expiration du délai de garantie.

Au cas où le pouvoir adjudicateur serait amené à prélever sur la retenue de garantie les sommes nécessaires aux pénalités, réparations diverses imputables au titulaire, ce dernier devra la reconstituer dans les 20 jours à défaut de quoi les acomptes et paiements divers seront suspendus.

La retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande en application des articles R. 2191-36 à R. 2191-42 du code de la commande publique. La caution personnelle et solidaire n'est pas autorisée.

8 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG-FCS.

8.1 - Conditions de versement et de remboursement

Concernant les prestations de fourniture, d'installation et de raccordement des bâtiments modulaires :

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché public est supérieur à 50 000 € H.T. et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement (AE).

Le montant de l'avance est fixé à 5,0 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché public, si sa durée est inférieure ou égale à 12 mois ; si cette durée est supérieure à 12 mois, l'avance est égale à 5,0 % d'une somme égale à 12 fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause d'actualisation des prix.

Ce taux est fixé à 20,0 % lorsque le titulaire est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant toutes taxes comprises du marché public. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. À défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du code de la commande publique.

8.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

9 - Modalités de règlement des comptes

9.1 - Facturation

9.1.1 - Etudes et notices techniques

La facture correspondant à la prestation de remise documentaire en vue de l'obtention du permis de construire sera transmise par le titulaire au pouvoir adjudicateur dès réception des études et notices techniques correspondantes.

Le paiement sera effectué à hauteur de 100% du montant correspondant, renseigné dans la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF).

9.1.2 - Fourniture, installation et raccordement des bâtiments modulaires

La facture correspondant à la prestation de fourniture, d'installation et de raccordement des bâtiments modulaires sera transmise par le titulaire au pouvoir adjudicateur, suite à la décision d'admission qui sera prise à l'issue des opérations de vérification (à réception complète et sans réserves des ouvrages).

Le paiement sera effectué à hauteur de 100% du montant correspondant, renseigné dans la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF).

9.1.3 - Démontage des bâtiments modulaires

La facture correspondant à la prestation de démontage des bâtiments modulaires sera transmise par le titulaire au pouvoir adjudicateur suite à l'établissement du procès-verbal actant le démontage des bâtiments modulaires et la remise en état du site (sans réserves).

Le paiement sera effectué à hauteur de 100% du montant correspondant, renseigné dans la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF).

9.1.4 - Location des bâtiments modulaires

Les factures correspondant à la location des modulaires seront transmises en fin de mois.

Le paiement sera effectué à terme échu.

9.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, le pouvoir adjudicateur peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant le pouvoir adjudicateur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire comportent les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- La désignation du payeur, avec l'indication du code d'identification du service chargé du paiement ;
- L'UF et le numéro du pôle concerné par la facture ;
- La date d'exécution des prestations ;
- La quantité et la dénomination précise des prestations réalisées ;
- Le prix unitaire hors taxes des prestations réalisées ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires ;

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Informations à utiliser pour la facturation électronique :

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 265 906 735 00013 ;
- Code service : À demander postérieurement à la notification du marché ;
- Numéro d'engagement juridique : 20250039001000.

9.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au titulaire sont payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement, par mandat administratif, sur le budget propre du Centre hospitalier de Valenciennes.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne (BCE) à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Changement de taxes :

Il sera tenu compte au titulaire ou au pouvoir adjudicateur, dans le cadre de la réglementation économique en vigueur, des créations ou majorations et des diminutions, suspensions ou suppressions de droits et taxes intervenant pendant la durée d'exécution du marché.

Nantissement :

Le titulaire peut donner son contrat en nantissement. Dans ce cas, le pouvoir adjudicateur est habilité à donner les renseignements prévus par la réglementation en matière de nantissement et à faire mention "d'exemplaire unique" sur l'acte d'engagement (AE) du marché à nantir (conformément à l'article L. 2191-8 du code de la commande publique) ou à fournir un certificat de cessibilité de créance (NOTI 6).

9.4 - Paiement des cotraitants hors paiement des loyers

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue dans l'acte d'engagement (AE).

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

9.5 - Paiement des sous-traitants hors paiement des loyers

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du code de la commande publique.

Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

10 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations doivent être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

Notification par le biais du profil d'acheteur :

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

Processus de remplacement d'une personne nommément désignée :

Lorsque le titulaire s'engage sur l'intervention d'une personne physique, nommément désignée, et que cette personne n'est plus en mesure d'intervenir, son remplacement est effectué dans les conditions de l'article 3.4.3 du CCAG-FCS. L'acheteur est informé sans délai de cet empêchement et le titulaire propose un remplaçant dans un délai de 30 jours à compter de la date d'envoi de cette information.

10.1 - Conditions de livraison

10.1.1 - Stockage, emballage et transport

Conformément aux dispositions de l'article 20.3 du CCAG-FCS, le titulaire est responsable du transport des bâtiments modulaires et de leurs accessoires. Il en assure les risques afférents jusqu'au lieu de destination.

Il est également responsable du transporteur qu'il a choisi et de toutes les avaries de livraison qui surviendraient du propre fait de ce dernier.

Les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété.

10.1.2 - Lieu et date de livraison

Le titulaire s'engage à livrer, mettre en place et assembler les installations et équipements dans les délais contractuels sur lesquels celui-ci s'est engagé.

Les structures et équipements doivent être livrés, installés, assemblés et désinstallés aux lieux et dans les conditions indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Les installations qui, pour quelques motifs que ce soient, n'auraient pu être livrées et installées aux lieux, jours et horaires convenus avec le pouvoir adjudicateur ne doivent en aucun cas être déposées à un autre endroit.

Les livraisons s'effectuent par les soins du titulaire à ses risques et périls.

10.1.3 - Déchargement

Le titulaire demeure responsable des avaries survenant au cours des opérations de chargement, d'arrimage, de déchargement, de grutage qui pourraient survenir lors des opérations de livraison.

Les manutentions nécessitées par la livraison des bâtiments modulaires sur la zone d'installation sont à la charge du titulaire.

Le personnel préposé à la livraison doit se conformer aux consignes en vigueur dans l'établissement.

Pour le déchargement, l'installation et la désinstallation, le titulaire ne peut requérir le concours du personnel de l'établissement hospitalier.

Le titulaire est tenu de réaliser la livraison avec des véhicules pouvant manœuvrer dans l'enceinte de l'établissement.

Le titulaire demeure responsable de tout dommage pouvant affecter les personnes (agents, patients, visiteurs) et les biens à l'occasion de la livraison et de l'installation des bâtiments modulaires, qu'ils soient commis par ses agents, représentants ou sous-traitants.

10.1.4 - Installation et raccordement des bâtiments modulaires

À la suite de la livraison, le titulaire est chargé d'assurer l'installation des bâtiments modulaires dans la zone définie par le pouvoir adjudicateur.

Le titulaire procède au raccordement des bâtiments modulaires aux réseaux de l'établissement.

Le titulaire fournit un dossier des ouvrages exécutés (DOE) défini dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) au plus tard lors des opérations de vérification réalisées avec le pouvoir adjudicateur en vue de l'admission des prestations.

Le titulaire complète ce dossier des ouvrages exécutés (DOE) par tout document qu'il estime nécessaire au bon fonctionnement des bâtiments modulaires et de leurs installations. Le cas échéant, une mise à jour régulière de cette documentation est effectuée par le titulaire pendant toute la durée du présent marché.

10.2 - Sécurité / hygiène du chantier et mesures d'ordre

Le titulaire prend sur son chantier toutes les mesures d'ordre et de sécurité propres à éviter des accidents tant à l'égard du personnel, des patients et des visiteurs. Il est tenu d'observer tous les règlements et consignes de l'autorité compétente.

Le titulaire a pour obligation de respecter toutes les obligations découlant des règles fixées par le code du travail (conditions de travail, mesures d'hygiène et de protection, etc...) et de veiller à la sécurité des personnels intervenants.

Il prend toutes les précautions nécessaires pour éviter que les prestations ne causent un danger notamment pour la circulation publique si celle-ci n'a pas été déviée.

Les points de passage dangereux, le long et à la traversée des voies de communication, doivent être protégés par des garde-corps provisoires ou par tout autre dispositif approprié.

Toutes les mesures d'ordre, de sécurité et d'hygiène prescrites, ci-dessus, sont à la charge du titulaire.

En cas d'inobservation par le titulaire des prescriptions ci-dessus et sans préjudice des pouvoirs des autorités compétentes des mesures nécessaires peuvent être prises aux frais du titulaire après mise en demeure restée sans effet. En cas d'urgence ou de danger, ces mesures sont prises sans mise en demeure préalable.

L'intervention des autorités compétentes ne dégage par la responsabilité du titulaire. Il appartient au titulaire de prendre toutes les dispositions utiles pour remédier au dysfonctionnement constaté.

10.3 - Gestion des déchets

Conformément aux dispositions de l'article 20.4 du CCAG-FCS, la valorisation de l'élimination des déchets créés lors de l'exécution des prestations est de la responsabilité du titulaire pendant toute la durée du présent marché.

Le titulaire veille à ce que soient effectués les opérations de collecte, transport, tris éventuels et de l'évacuation des déchets créés par les prestations objet du présent marché vers les sites susceptibles de les recevoir conformément à la réglementation en vigueur.

10.4 - Signalisation des chantiers à l'égard de la circulation publique

Lorsque les livraisons perturbent la circulation publique, la signalisation à l'usage du public doit être conforme aux instructions réglementaires en la matière ; elle est réalisée, sous le contrôle des services compétents, par le titulaire, ce dernier ayant à sa charge la mise en place des panneaux et des dispositifs de signalisation.

10.5 - Repliement des installations de chantier, remise en état des lieux

Le titulaire a la responsabilité du nettoyage et de la protection des ouvrages existants et réalisés par ses soins jusqu'à la réception des travaux par le pouvoir adjudicateur. Il s'assure de la propreté des lieux immédiats et environnants et veille à surtout ne pas être la cause d'incident ou d'accident.

Le nettoyage des zones de travail est assuré chaque jour, pendant et à la fin de chaque journée.

10.6 - Réparations des dommages

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du pouvoir adjudicateur par le titulaire, du fait de l'exécution du présent marché, sont à la charge du titulaire.

Tant que les fournitures restent à la charge du titulaire, celui-ci est, sans faute du pouvoir adjudicateur, seul responsable des dommages subis par ces fournitures.

10.7 - Accès à l'établissement – Identification

Les personnels du titulaire ou ses préposés ont accès aux locaux de l'établissement sous réserve du respect des consignes d'hygiène et de sécurité et du règlement intérieur en vigueur.

Ils doivent être identifiés par tout moyen à disposition du titulaire et pouvoir justifier de leur appartenance à l'entreprise titulaire du présent marché, ou être mandatés par elle.

10.8 - Protection de la main-d'œuvre et des conditions de travail

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du présent marché, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire s'engage durant l'exécution de ses missions à respecter les textes législatifs présents et à venir de la réglementation française et européenne liés aux prestations réalisées.

10.9 - Vêtements de travail

Le titulaire dote le personnel d'exécution d'un vêtement de travail et de protection.

En outre, tous les agents en activité, y compris le personnel d'encadrement, porte en permanence un insigne spécifique de leur entreprise. Ils présentent leur carte de service sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

10.10 - Comportement du personnel

Le personnel de l'entreprise fait preuve de discrétion et d'un comportement exempt de tout reproche vis-à-vis des patients, des personnels et des tiers.

10.11 - Régularité de la situation des personnels employés

Le titulaire s'engage à réaliser les prestations avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10 à L. 1221-12, L. 3243-1 à L. 3243-2, L. 3243-4 et R. 3243-1 à R. 3243-5 du code du travail. Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée, soit en vertu de dispositions législatives ou réglementaires, soit de traités ou accords internationaux.

10.12 - Protection de l'environnement

Le titulaire prend les mesures permettant de maîtriser les éléments susceptibles de porter atteinte à l'environnement, notamment les déchets produits en cours d'exécution du présent marché, les émissions de poussières, les fumées, les émanations de produits polluants, le bruit, les impacts sur la faune et sur la flore, la pollution des eaux superficielles et souterraines.

Les matériaux, produits et méthodes employés pour la réalisation des prestations doivent être respectueux de l'environnement. Le titulaire s'engage à mettre en place des conditions de réalisation visant à avoir le moindre impact possible sur l'environnement.

10.13 - Dommages divers causés par la conduite des prestations ou les modalités de leur exécution

Le titulaire supporte seul les conséquences pécuniaires des dommages de toute nature qui pourraient être causés à des tiers, ses sous-traitants intervenant sur le même chantier, du fait de la réalisation des prestations faisant l'objet du présent marché.

La réception, prononcée avec ou sans réserve, ne fait pas obstacle à ce qu'un recours puisse être exercé à l'encontre du titulaire, en cas de réclamation auprès du pouvoir adjudicateur en raison de tous dommages matériels, immatériels et/ou corporels subis par des tiers, même si au jour de la réception lesdits dommages ne sont ni apparents ni connus.

11 - Constatation de l'exécution des prestations

Le titulaire doit prendre toutes les précautions utiles concernant l'assemblage des modules depuis la réception et l'inspection, jusqu'au positionnement précis et l'ancrage pour finalement procéder aux ultimes ajustements et contrôles de conformités. Chaque étape nécessite une coordination minutieuse entre les diverses équipes et une attention particulière aux détails. La qualité et la sécurité du bâtiment dépendent de la rigueur appliquée tout au long du processus.

Les bâtiments modulaires doivent être conformes à la réglementation et être livrés « clés en mains », nettoyage des locaux compris.

Le pouvoir adjudicateur procède à toutes opérations de vérifications quantitatives et qualitatives nécessaires aux contrôles de la conformité des modules qui doivent respecter les prescriptions du cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

À l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues aux articles suivants :

11.1 - Vérification

À l'issue des travaux d'installation des bâtiments modulaires, le pouvoir adjudicateur procède, en présence du titulaire, aux opérations de vérification des modules et des équipements.

Préalablement à l'admission des prestations d'installation, le titulaire remet au responsable du site :

- Les spécifications de pose ;
- Les prescriptions de maintenance préventive des éléments d'équipement mis en œuvre.

Un état des lieux est dressé contradictoirement entre le titulaire et l'interlocuteur technique pour l'ensemble des travaux.

11.2 - Réception

Par dérogation à l'article 30.1 du CCAG-FCS, le titulaire avise le pouvoir adjudicateur, par écrit, de la date à laquelle il estime que les prestations ont été achevées ou le seront.

Le pouvoir adjudicateur procède, le titulaire ayant été convoqué, aux opérations préalables à la réception des bâtiments modulaires dans un délai qui est de 7 jours à compter de la date communiquée pour l'achèvement des travaux, si celle-ci est postérieure.

Les opérations préalables à la décision de réception comportent, en tant que de besoin :

- La reconnaissance des ouvrages exécutés ;
- Les épreuves éventuellement prévues par le marché ;
- La constatation éventuelle de l'inexécution des prestations prévues au marché ;
- La vérification de la conformité des conditions d'installation et de pose aux spécifications des fournisseurs conditionnant leur garantie ;
- La constatation éventuelle d'imperfections ou malfaçons ;
- La constatation du repliement des installations de chantier et de la remise en état des terrains et des lieux ;
- Les constatations relatives à l'achèvement des prestations d'installation et de pose ;
- Les avis du bureau de contrôle et de la commission de sécurité.

Ces opérations font l'objet d'un procès-verbal dressé sur-le-champ par le pouvoir adjudicateur et signé par lui et par le titulaire.

Au vu du procès-verbal des opérations préalables, le pouvoir adjudicateur décide si la réception est ou non prononcée ou si elle est prononcée avec réserves. Si le pouvoir adjudicateur prononce la réception, il fixe la date qu'il retient pour l'achèvement des prestations. La décision ainsi prise est ensuite notifiée au titulaire. La réception prend effet à la date fixée pour l'achèvement des prestations.

Lorsque la réception est assortie de réserves, le titulaire doit remédier aux imperfections et malfaçons correspondantes dans le délai fixé par le pouvoir adjudicateur dans la décision de réception.

Au cas où ces travaux ne seraient pas faits dans le délai prescrit, le pouvoir adjudicateur peut les faire exécuter aux frais et risques du titulaire, après mise en demeure restée sans effet.

11.3 - Ajournement

Il est fait application des dispositions de l'article 30.2 du CCAG-FCS.

11.4 - Réfaction

Par dérogation à l'article 30.3 du CCAG-FCS, aucune admission avec réfaction ne peut être prononcée.

11.5 - Rejet

Il est fait application des dispositions de l'article 30.4 du CCAG-FCS.

12 - Garantie

Par dérogation à l'article 33.1 du CCAG-FCS, les prestations feront l'objet d'une garantie de 72 mois dont le point de départ est la date de notification de la décision de réception.

En cas d'affermissement de la tranche optionnelle n°1, la garantie sera prolongée pour une durée supplémentaire de 12 mois.

En cas d'affermissement de la tranche optionnelle n°2, la garantie sera prolongée pour une durée supplémentaire de 12 mois.

Le titulaire est expressément soumis à une obligation de résultat et s'engage à exécuter les prestations à sa charge conformément aux meilleurs critères de qualité en vigueur dans la profession, aux dispositions du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et du cahier des clauses techniques particulières (CCTP), ainsi que dans le respect de la législation et de la réglementation en vigueur, en particulier les normes environnementale et sociales (notamment les normes, conventions collectives et règles d'usage de la profession relatives à la qualification du personnel, à la reprise du personnel chargé des prestations, aux travailleurs étrangers, aux travailleurs d'aptitudes physique restreinte, aux visites médicales de son personnel, au travail dissimulé).

Le titulaire conserve l'entière responsabilité de la politique de maintenance et il lui appartient de compléter les opérations ou de les modifier pour garantir les objectifs de résultat. Pour ce faire, le titulaire doit notamment se conformer aux notices techniques des différents constructeurs, notamment lorsque les tâches sont liées à la durée de fonctionnement des équipements.

Le périmètre de l'entretien dû par le titulaire est défini dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

13 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Aucun droit de propriété industrielle et intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

14 - Pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire. Elles seront déduites des paiements des phases concernées.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, les pénalités applicables sont les suivantes :

Retard dans l'établissement du permis de construire ou dans la remise des études et notices techniques

Il sera appliqué une pénalité forfaitaire de 1 000 € par jour calendaire de retard, en cas de dépassement du délai de remise des études et notices techniques, constaté par le pouvoir adjudicateur.

Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité, au cas où le retard serait résorbé par le titulaire, de remettre tout ou partie de ces pénalités.

Retard dans la réception de l'installation (y compris mise en service)

Il sera appliqué une pénalité forfaitaire de 20 000 € par jour calendaire de retard, en cas de dépassement du délai d'exécution constaté par le pouvoir adjudicateur.

Retard dans la levée des réserves

Tout dépassement du délai mentionné au procès-verbal de réception pour lever les réserves fait l'objet de l'application d'une pénalité d'un montant de 600 € par jour calendaire de retard.

Absence aux rendez-vous de chantier

Si le titulaire, ayant été dûment convoqué, n'assiste pas ou ne se fait pas représenter par un délégué ayant tous pouvoirs aux rendez-vous de chantier, il sera appliqué une pénalité forfaitaire de 500 € par absence et de 200 € pour tout retard supérieur à 15 minutes.

Retard dans le repliement des installations de chantier et la remise en état des lieux

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier sont compris dans le délai d'exécution.

À la fin de l'installation, le titulaire doit avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais et risques du titulaire sans préjudice d'une pénalité de 500 € par jour calendaire de retard.

Travaux bruyants en dehors des heures tolérées :

Travaux bruyants en dehors des heures tolérées (cette pénalité ne vient pas en substitution des amendes délivrées par l'autorité compétente) : il sera appliqué une pénalité de 500 € par infraction constatée par le CSPS ou le pouvoir adjudicateur.

Matériel non conforme aux exigences acoustiques :

En cas d'utilisation par le titulaire de matériel non conforme aux exigences acoustiques, il sera appliqué une pénalité de 500 € par infraction constatée par le CSPS ou le pouvoir adjudicateur.

Troubles à la circulation autour du chantier, arrêt ou stationnement interdits :

Trouble à la circulation publique autour du chantier, arrêt ou stationnement interdit (cette retenue ne vient pas en substitution des amendes délivrées par l'autorité compétente) : il sera appliqué une pénalité de 500 € par trouble constaté par le CSPS ou le pouvoir adjudicateur.

Absence de signalisation sur domaine public :

Travaux sur le domaine public sans signalisation et/ou protection efficace avec éclairages diurne et nocturne (cette retenue ne vient pas en substitution des amendes délivrées par l'autorité compétente) : il sera appliqué une pénalité de 500 € par infraction constatée par les services de la ville, le CSPS ou le pouvoir adjudicateur.

Non-respect du nettoyage du chantier :

En cas de non-respect des engagements de nettoyage de chantier établis par le titulaire et validés par le pouvoir adjudicateur, il sera appliqué une pénalité de 500 € par infraction constatée par le CSPS ou le pouvoir adjudicateur.

Dépôt de matériel, matériaux, divers gravois en dehors des zones prescrites :

En cas de constat de dépôt de matériel, matériaux, divers gravois en dehors des zones prescrites, il sera appliqué une pénalité de 300 € par jour calendaire de retard.

Présence de déchets dans une benne non appropriée :

En cas de dépôt de déchets dans une benne non appropriée, il sera appliqué une pénalité de 300 € par infraction constatée.

Dépôt sauvage ou enfouissement de déchets :

En cas de dépôt sauvage ou d'enfouissement de déchets, il sera appliqué une pénalité de 1 000 € par infraction constatée par le CSPS ou le pouvoir adjudicateur.

Non-respect des plans de circulation du chantier :

En cas de non-respect des plans de circulation par le titulaire, il sera appliqué une pénalité de 200 € par infraction constatée par le CSPS ou le pouvoir adjudicateur.

Non-respect des règles d'hygiène :

Il est impératif de respecter l'hygiène hospitalière, cela doit être le leitmotiv de tous les intervenants et passer en priorité avant la réalisation des ouvrages.

Tout manquement est immédiatement sanctionné par l'application d'une pénalité forfaitaire de 200 € par constat et des frais de remise en état dont le coût horaire appliqué est de 35 € / heure / intervenant (+ les autres frais éventuels), si le (ou les) fautif(s) n'est / ne sont pas découverts.

Retard dans le démontage de l'installation :

En cas de retard dans le démontage de l'installation, il sera appliqué une pénalité forfaitaire de 500 € par jour calendaire de retard.

15 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

16 - Clause de réexamen

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution du présent marché peut être menée en application des articles L. 2194-1 1° et R. 2194-1 du code de la commande publique. Toute modification des conditions d'exécution acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant.

Cette procédure s'applique lorsque la teneur des modifications n'est pas prévue initialement dans le marché, et ce pendant toute la durée de son exécution.

La présente clause n'implique pas un droit acquis au réexamen des conditions d'exécution. Le cas échéant, le titulaire doit notamment produire tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de la demande. Le pouvoir adjudicateur peut également procéder à un contrôle des informations données par le titulaire.

Si le principe et les conditions de mise en œuvre du réexamen sont acceptés par les parties, il trouve à s'appliquer quel que soit le montant des modifications qu'il induit.

L'initiative de la demande de réexamen appartient aux deux parties et la procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations.

La demande doit être transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

À compter de la date de réception de la demande, la partie destinataire dispose d'un délai de 15 jours pour se prononcer sur les conditions de réexamen. Si aucun accord n'est intervenu dans ce délai, il est convenu que la position du pouvoir adjudicateur est retenue par défaut, cette stipulation ne valant pas renonciation à recours pour le titulaire.

La procédure de réexamen ainsi définie peut être initiée dans les cas énumérés ci-après.

16.1 - Adhésion d'un nouvel établissement

Sans objet.

16.2 - Imprévision ou circonstances imprévues

16.2.1 - Obligation d'information

En cas d'évènement imprévisible et extérieur aux parties rencontré en cours d'exécution qui ne pouvait être prévu au moment de la conclusion du marché de par sa nature ou son ampleur, notamment d'ordre sanitaire ou climatique, le titulaire doit informer le pouvoir adjudicateur dans les plus brefs délais des difficultés qu'il rencontre et qui sont liées à cet évènement.

Le titulaire doit exposer par écrit l'impact de l'évènement sur sa capacité à remplir ses obligations et s'engage à fournir les justificatifs démontrant que les difficultés qu'il rencontre sont strictement liées à cet évènement.

16.2.2 - Modalités de poursuite du marché

Les parties peuvent convenir par voie d'avenant des modalités d'adaptation d'exécution du marché strictement nécessaires pour faire face à l'évènement imprévisible.

16.2.3 - Suspension du marché

En cas d'impossibilité temporaire d'exécuter le marché du fait de l'évènement imprévisible, le pouvoir adjudicateur peut décider de suspendre l'exécution du marché sur décision notifiée au titulaire.

Le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnisation.

Dans ce cadre, un marché de substitution pour la même prestation, avec un autre fournisseur, peut être conclu pour la durée de la crise dans le respect des règles de la commande publique en vigueur au moment de la crise. Le marché de substitution ne sera pas exécuté aux frais et risques du titulaire.

Les conditions d'exécution du marché lors de la reprise et les modalités de paiement sont définies par avenant à la fin de la période de crise.

16.2.4 - Recevabilité d'une demande d'indemnisation en cas de poursuite d'exécution du marché

Le titulaire peut formuler une demande d'indemnisation en cas de poursuite d'exécution du marché. À ce titre, il doit produire des justificatifs permettant de caractériser un bouleversement de l'économie générale du marché, du fait de la poursuite de l'exécution du marché, dans les conditions de l'offre initiale malgré les éventuelles modalités d'adaptation éventuellement mises en œuvre en application de l'article précédent.

Il doit notamment justifier de la différence entre son prix de revient et sa marge bénéficiaire au moment où il a remis son offre et au moment où l'évènement survient, ainsi que de l'importance des charges extracontractuelles supportées du seul fait de l'évènement imprévisible.

Il est entendu que l'indemnisation ne doit pas avoir pour effet de faire supporter la totalité de la perte au pouvoir adjudicateur.

Le pouvoir adjudicateur analyse le bien-fondé de cette demande sur la base des justificatifs transmis et se réserve la possibilité de refuser cette demande si les éléments apportés ne sont pas suffisants pour justifier une indemnisation au regard de la réglementation en vigueur.

Le cas échéant, l'indemnisation prend la forme d'une modification provisoire des prix du marché, par voie d'avenant, pour une durée limitée à la période de déséquilibre financier du marché dûment justifié. La durée de la modification est précisée dans chaque avenant.

Au-delà de ce délai, les prix de l'offre initiale s'appliquent de nouveau.

En tout état de cause :

- Aucune augmentation de prix ne peut être imposée unilatéralement par le titulaire : les prix contractuels du marché demeurent en vigueur dans l'attente de l'avenant signé par le pouvoir adjudicateur ;
- Le titulaire ne peut refuser de réaliser la prestation au motif que les prix n'ont pas été modifiés.

16.2.5 - Prolongation du marché

Si le marché arrive à terme pendant la période de survenance de l'évènement, il peut être prolongé par voie d'avenant, au-delà de la durée du marché prévue dans le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP), lorsque l'organisation d'une procédure de mise en concurrence ne pourrait être mise en œuvre dans des conditions raisonnables.

Cette prolongation peut s'étendre au-delà de la durée mentionnée à l'article L. 2125-1 du code de la commande publique, dans la limite de 6 mois.

16.3 - Evolutions technologiques et réglementaires

Les parties peuvent faire évoluer le contenu des prestations proposées en vue de les remplacer ou de les compléter par des prestations de performances équivalentes ou supérieures à celles proposées initialement.

Ainsi, en cas d'évolution technologique, de changement de technique ou de modification de la réglementation en cours d'exécution du marché, le titulaire a la possibilité, après accord du pouvoir adjudicateur, de modifier ou remplacer les prestations faisant l'objet du marché par des prestations jugées au moins équivalentes, plus performantes ou plus adaptées aux besoins, et si possible sans supplément de prix.

Aux termes du présent article, « évolution technologique » et « changement de technique » incluent les nouvelles méthodes ou nouveaux outils similaires ou substituables à ceux définis dans le marché et dans l'offre.

Au sens du présent article, « modification de la réglementation » signifie un changement de normes et de réglementation désignant toute création, modification ou abrogation d'un texte de nature législative, réglementaire (en ce compris doctrine de l'administration fiscale au sens de l'article L80 A du Livre des procédures fiscales) ou jurisprudentielle nationale et européenne, y compris en matière fiscale et comptable, tout changement d'interprétation des administrations compétentes ou, toute modification de norme ayant une incidence sur le marché, incluant toute norme ou décision adoptée par l'État ou toute collectivité publique, ou toute norme ou décision applicable de l'Union européenne entrée en vigueur après la notification du marché.

Dès lors, lorsqu'une proposition d'évolution des prestations faisant l'objet du marché est à l'initiative du titulaire, celui-ci fournit au pouvoir adjudicateur un dossier permettant d'apprécier, d'une part, les performances techniques et les impacts financiers, d'autre part la conformité à l'objet initial du marché. Ce dossier est transmis au pouvoir adjudicateur par tout moyen permettant d'en donner date certaine.

Le dossier fourni par le titulaire à l'appui de sa demande comprend :

- Les références et caractéristiques des prestations qu'il souhaite remplacer, modifier ou compléter ;
- Les références et caractéristiques des prestations nouvelles ;
- Les motifs de la demande (innovation technologique, changement de technique, modification de la réglementation...) ;
- Un tableau comparatif précisant en quoi les prestations nouvelles sont au moins équivalentes, plus performantes ou plus adaptées aux besoins que les prestations actuelles ;
- Le prix fixé pour la nouvelle prestation, lequel ne peut excéder le barème des prix unitaires du titulaire applicable à l'ensemble de sa clientèle (« prix publics »).

Le présent article peut être également mis en œuvre à la demande du pouvoir adjudicateur, à la suite de demandes particulières des bénéficiaires pris dans leur diversité.

Si un prix équivalent ou similaire ne peut être maintenu, le titulaire communique au pouvoir adjudicateur tous les motifs lui permettant d'apprécier si une augmentation de prix est justifiée au regard des modifications proposées.

S'il y a refus du pouvoir adjudicateur de modifier les prestations faisant l'objet du marché, si le titulaire n'est plus en mesure de fournir des prestations conformes, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché sans indemnité.

Les prestations citées *supra* et toute autre prestation en lien avec l'objet du marché et dont les besoins par les bénéficiaires sont avérés, peuvent aussi être ajoutées au marché dans les conditions exposées ci-dessus.

Lorsqu'une demande de modification est à l'initiative du pouvoir adjudicateur, celle-ci fait l'objet d'une présentation au titulaire. Si le titulaire n'est pas en mesure de satisfaire la demande d'évolution à l'initiative du pouvoir adjudicateur, celui-ci se réserve le droit de résilier le marché pour faute, dans les conditions définies par le CCAG applicable au marché.

L'ensemble des modifications évoquées au présent article est formalisé par avenant ne pouvant donner lieu à une augmentation de plus de 20 % du maximum prévu au marché.

16.4 - Modifications techniques

16.4.1 - Modification des surfaces

Si au cours de l'exécution du marché, des modulaires (sous forme de bâtiments ou espaces supplémentaires) doivent être intégrés au périmètre initial, le pouvoir adjudicateur peut activer la clause de réexamen et engage avec le titulaire un dialogue et une négociation technique et financière pour évaluer et chiffrer le ou les bâtiments ou espaces en question.

Toute modification des surfaces, de leur usage ou de leur destination doit faire l'objet :

- D'une information préalable au titulaire pour lui laisser le temps nécessaire à l'étude des impacts sur les prestations et sur son organisation ;
- D'une première proposition du titulaire, technique et financière qui servira de base au rendez-vous de négociation cité *infra* ;
- D'un rendez-vous de négociation pour intégrer les modifications afférentes dans le marché, avec prise en compte des conséquences en termes techniques (matériels, réseaux, raccordements, etc...), organisationnels et financiers pour chacune des parties.

Les avenants afférents interviennent en plus ou moins-value sur le montant des prestations et dans le cadre de la réglementation en vigueur.

16.4.2 - Modification de la durée de location

Des modifications de durée (allongement ou réduction) peuvent être demandées.

Ces modifications doivent être anticipées tant que faire se peut, et donner lieu à :

- Une information préalable au titulaire pour lui laisser le temps nécessaire à l'étude des impacts sur les prestations et sur son organisation ;
- Un rendez-vous de mise au point pour intégrer les modifications afférentes dans le marché, avec prise en compte des conséquences en termes techniques (matériels, réseaux, raccordements, etc...), organisationnels et financiers pour chacune des parties.

Dans le cas de diminution de la durée de location, il est fait application d'une minoration « prorata temporis » du dernier loyer dû au regard du loyer mensuel mentionné.

Dans le cas d'une augmentation de la durée de location, il est fait application du montant mensuel indiqué dans l'annexe financière en mois supplémentaire de location.

17 - Résiliation du contrat

17.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne perçoit aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L. 627-2 du code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L. 622-13 du code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

18 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le tribunal administratif de Lille est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

19 - Dérogations

- L'article 4 du CCAP déroge à l'article 5.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services ;
- L'article 8.1 du CCAP déroge à l'article 11 du CCAG - Fournitures Courantes et Services ;
- L'article 10.3 du CCAP déroge à l'article 20.4 alinéa 3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services ;
- L'article 11 du CCAP déroge aux articles 27 à 30 du CCAG - Fournitures Courantes et Services ;
- L'article 12 du CCAP déroge à l'article 33.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services ;
- L'article 14 du CCAP déroge aux articles 14.1.1 et 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services ;
- L'article 17.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services.